



Décision individuelle

N° DI – 2019 – 171

Pétitionnaire : DEFOLIE Stéphane - 13 PRODUCTIONS

Nature de la demande : Prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial et survol motorisé à une hauteur inférieure à 1000 mètres

Localisation : Port Miou ; Pointe Cacao ; RD 141 dite route des Crêtes ; cœur marin

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1 , R.331-19-2 et R.331-68 ;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques, notamment ses articles 15 et 16 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R. 331-19-2 du code de l'environnement

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment son MARCoeur 31 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux et notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 4 juillet 2018 adoptant la mise en œuvre d'une redevance relative aux prises de vue et la grille tarifaire pour les années 2018 et 2019,

Considérant la demande d'autorisation formulée le 17 juin 2019 par la société 13 PRODUCTIONS représentée par DEFOLIE Stéphane ;

Considérant que les prises de vues sont réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial, dans le cadre d'une émission télévisée ;

Considérant que les survols pour réaliser des images télévisuelles, filmées ou photographiques ne peuvent être autorisés par le directeur de l'établissement public qu'à titre exceptionnel ;

Considérant que le drone est une source potentielle de dérangement pendant les périodes de nidification, mais aussi de repos, des nombreuses espèces présentes dans les sites naturels ;

Considérant que les activités décrites dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

DECIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société 13 PRODUCTIONS représentée par DEFOLIE Stéphane est autorisée à effectuer des prises de vues en cœur du Parc national, notamment aériennes à l'aide d'un drone, les 8, 9 et 10 juillet 2019 dans le cadre du tournage de l'épisode « Cassis » des « Chroniques Méditerranéennes », émission présentée par Nathalie Simon et diffusée sur France 3 Provence-Alpes.

Article 2 : Moyens techniques

Séquence J1 : Evocation de la réhabilitation des trémies d'extraction de la Pierre de Cassis : Rudy Ricciotti, Gilles Panzani

Matériel : 2 caméras + 1 bateau

Nombre de personnes : 8 + 2

Séquence J2 : Partie de pêche en mer Pêcheur : Remi Levraud

Matériel: 2 caméras + 1 Drone + 1 bateau pêcheur

Nombre de Personnes: 8 +1

Séquence J3 : Transitions, Lancements

Matériel : 2 caméras + trepieds

Nombre de Personnes: 8

Conformément au dossier, le télépilote Walter Romand utilisera un drone de type DJI Inspire 2 dans le cadre du scénario opérationnel de vol défini S1 : *Vols en vue du télépilote, à une distance horizontale de ce télépilote inférieure ou égale à 200 m.*

Rotations de 10 minutes maximum dans chacun des sites.

Article 3 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. l'équipe adoptera un comportement respectueux du milieu naturel ainsi que des usagers et se conformera scrupuleusement à la réglementation spéciale du Parc national, **notamment l'interdiction de fumer** ;
2. aucune dérogation aux règles d'accès, de débarquement, de circulation et de stationnement ne sera accordée ;
3. tout bruit de nature à créer un dérangement de la faune ou à troubler le calme et la tranquillité des lieux est interdit ;
4. le drone ne devra en aucun cas effectuer de vol stationnaire ni, inversement, de passages rapides et répétés susceptible de causer un dérangement de l'avifaune ;
5. le drone respectera une distance minimale de **300 m au droit du trait de côte, des falaises et de tout escarpement rocheux** ;
6. tout matériel apporté et tout déchet produit lors des prises de vues devront être emportés en dehors du cœur du Parc ;
7. le pétitionnaire s'engage à ne pas véhiculer de message portant atteinte au caractère du Parc national ou de nature à inciter au non-respect de la réglementation ;
8. les prises de vues réalisées devront exclusivement être utilisées dans le cadre du projet faisant l'objet de la présente autorisation. Toute autre utilisation est interdite ;
9. il devra être mentionné sur l'œuvre finale « **tourné en partie dans le Parc national des Calanques, espace naturel protégé soumis à une réglementation spéciale** » ;
10. le pétitionnaire fournira à l'Etablissement public du Parc national pour archivage administratif une copie de l'œuvre finale exploitant les prises de vues et de sons réalisées en précisant le numéro de la présente autorisation.

Article 4 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour les dates suivantes :

08/07 ou report le 09/07 : 13h / 18h Port Miou / Presqu'île, Pointe de Cacau, Anciennes Carrières, en Mer

09/07 ou report le 10/07 : 6h / 20h avec drone Port Miou ; RD 141 ; à Terre et en Mer

10/07 ou report le 11/07 : 14h / 15h30 RD 141 , à Terre.

En cas de conditions météorologiques défavorables le tournage pourra être reporté sur simple demande à autorisations@calanques-parcnational.fr

Article 5 : Redevance.

La présente décision est subordonnée au paiement d'une redevance.

Article 6 : Mesures de contrôles

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

Article 7 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 : Autres obligations

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire et aux autres autorisations nécessaires, notamment l'accord préalable des propriétaires.

Article 9 : Publication

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 4 juillet 2019,

Le Directeur



François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.